

MALI

Le ventre mou de l'Afrique

Qu'on le qualifie d'autonomisme, de séparatisme, d'irrédentisme, de nationalisme ethnique ou de tribalisme, qu'on l'approuve ou qu'on le condamne, une chose est sûre – et sur laquelle tout le monde devrait être d'accord – le «problème touareg» n'est pas nouveau. Il est aussi ancien que la conquête et le partage de l'Afrique par les puissances européennes.

Ce problème est très complexe, c'est pourquoi, il convient de se défier des discours politiques consacrés à ce sujet, parce qu'ils sont orientés ou intéressés, à l'instar de certaines analyses ou études présentées ici et là par des experts auto-proclamés. De même, il est indispensable d'observer une certaine distanciation par rapport à la soudaine noria de ballets diplomatiques auxquels donne lieu l'affaire malienne et se garder de prendre à la lettre les multiples déclarations faites sur ce sujet, par les diplomates, qui semblent davantage courir derrière les événements que les précéder. Il ne faut surtout pas mettre sur un pied d'égalité les revendications politiques des uns avec les actions criminelles des autres qui se comportent au Mali comme en terrain conquis et qui sont en train de jeter le discrédit sur l'Islam dont ils sont en fin de compte les pires ennemis. Et puisque un malheur, en l'occurrence le terrorisme islamiste, n'arrive jamais seul, le Sahara et le Sahel sont devenus une des plus grandes plaques tournantes de la criminalité transfrontalière, et notamment des narcotrafiquants qui, grâce à des complicités locales, ont fait atterrir en octobre 2009 près de Gao un Boeing 727 plein à craquer de cocaïne provenant d'Amérique latine.

Il ne faut pas se tromper de cible, dès lors que les bruits de bottes de traîneurs de sabres sont de plus en plus bruyants ces derniers temps. D'aucuns n'hésiteront pas, tout en se drapant de vertu et de dignité, à mettre le Mali déjà bien mal en point, à feu et à sang.

En tout état de cause, les faits et événements, qui se sont produits ces dernières années au Mali, n'ont en définitive abouti qu'à ajouter à la complexité du problème targui, encore davantage de la confusion et d'obscurité. Ce que l'on doit craindre c'est que derrière ce brouhaha fait autour de l'Etat malien qui est plus victime de sa mauvaise gouvernance et de l'impéritie de ses gouvernants que du MNLA, certains ne soient en train de préparer à l'encontre des Touareg, une sorte de «solution finale» ou pour être plus net, un génocide sous bénédiction universelle.

La question touareg : une question ancienne et complexe

Les Touareg sont, à ce qu'en dit l'histoire, un peuple pacifique qui n'a jamais envahi, soumis ou occupé aucun pays ni aucun autre peuple. Pour autant les Touareg sont des gens courageux, jaloux de leur liberté et prêts à se défendre contre ceux qui les agressent. Tout le monde sait qu'ils se sont opposés avec force et obstination aux colonnes armées venues de France. A cet égard, il convient de rappeler que l'Ahaggar n'a été ouvert à la conquête française qu'en 1907, après la bataille de Tit, localité située à une cinquantaine de kilomètres de Tamanrasset et qui reste un exemple de «bataille asymétrique». Neuf années avant



Des islamistes d'Ansar Eddine.

cette bataille, la colonne commandée par le capitaine Voulet et le lieutenant Chanoine sema la mort et la dévastation sur son passage, commettant des incendies, des viols, des pendaisons, des décapitations et autres massacres. Malgré ces horreurs, et bien que militairement défaits dans le Sahara algérien comme dans le nord du Mali et au Niger, les Touareg n'ont jamais cessé de résister. Cette résistance, qui éclatait parfois en soulèvements violents, notamment de 1916 à 1918, était inaudible d'Europe. En tout cas, les informations n'y parvenaient que très faiblement et par bribes. Le lourd silence qui couvre les immensités désertiques où circulent les Touareg, amortissait toute velléité de diffusion de telles informations. Il faut par ailleurs rappeler que les journaux de l'époque, tous occupés à chanter les bienfaits de la colonisation, ne devaient rendre public aucun fait ou événement susceptible de ternir l'œuvre civilisatrice de l'Occident, conjointement menée par le sabre et le goupillon. Aujourd'hui encore, on ne sait toujours pas ce qu'il est réellement

advenu des deux officiers Voulet et Chanoine que je viens de citer : ils ont tous les deux mystérieusement disparu dans la nature. On disait que l'un d'eux avait été tué par ses soldats ; or il s'est avéré que le cercueil dans lequel le mort était censé avoir été enterré ne contenait, vérification faite, aucun cadavre. De la même manière, on a minimisé, autant que faire se peut, le soulèvement de Kwasan (ou Kaoucen) qui eut lieu en 1916-1918 et qui en réalité avait donné beaucoup de fil à retordre aux troupes coloniales.

Longtemps donc passé sous silence, le problème touareg a ressurgi en 1957, quand la IV^e République française, déjà secouée et déstabilisée par les «événements» d'Algérie, décida de créer «l'Organisation commune des régions sahariennes», par abréviation OCRS.

Les Touareg du nord du Mali ont en effet immédiatement revendiqué l'octroi d'un statut particulier et sollicité leur détachement administratif du Mali. Point n'est besoin en effet d'être un ethnologue érudit pour comprendre que les Touareg constituent une ethnie particulière, qu'ils ont une culture spécifique, un mode de vie de type pastoral organisé autour de la transhumance et du nomadisme ; ils ont une langue «le tamashek» variante de tamazight, d'où l'expression «Kel Tamashek» c'est-à-dire peuple de langue tamashek ; ils ont aussi une écriture «le tifinagh» qui leur est

propre. Après la chute de la IV^e République, plusieurs notables touareg relancèrent leur demande en adressant au général de Gaulle, président de la V^e République, une lettre ouverte tendant aux mêmes fins ; le général ne leur répondit jamais ; peut-être voulait-il de cette façon, laisser «la patate chaude touareg» aux Africains des contrées subsahariennes et du Sahel, qu'il espérait bientôt fédérer dans une sorte de Commonwealth à la française, appelé «Communauté franco-africaine».

Cette communauté fut créée en 1958 mais elle ne vécut que deux années, les nouveaux Etats africains ayant opté pour l'indépendance. Et c'est ainsi que les Touareg de l'ancien Soudan français baptisé par la suite Mali, ont été rattachés à cet Etat nouveau.

Les Touareg : leur nombre et leur implantation

La question qui taraude l'esprit est relative à leur nombre. En effet, combien sont-ils donc ces Touareg ? L'étude la plus récente faite sur le sujet évalue leur nombre total en 1994, à 1 300 000 se répartissant ainsi : Niger 700 000, Mali 400 000, Algérie 40 000, Burkina Faso et Libye 160 000. Dans l'absolu, ils ne sont pas très nombreux, même si depuis 1994, leur nombre a pu augmenter de 15 à 20%. Quoi qu'il en soit, on aurait tort de considérer que c'est là un groupe humain négligeable ce qui entraînerait pour conséquence qu'il n'y aurait pas lieu de lui octroyer un statut particulier. En effet, il y a actuellement à travers le monde, des pays indépendants, souverains et membres des Nations unies, qui ont des populations inférieures aux chiffres indiqués ci-dessus. Je citerai à titre d'exemple le Cap-Vert qui n'a que 524 000 habitants, Sao Tomé et Principe qui n'a que 154 000 ha et les Seychelles qui n'ont que 90 000 habitants. Il me paraît également intéressant de signaler que, selon les statistiques de l'ONU, il y a en 2012, au Sahara occidental, autrement dit la RASD, 405 000 habitants. Mais il y a aussi d'autres exemples en Europe (Malte et l'Islande), en Asie et aux Amériques.

On dit que l'Algérie craint que les revendications des Touareg du MNLA ne tentent les Touareg d'Algérie. C'est là une plaisanterie de mauvais goût. Les Touareg

Par Zineddine Sekfali

d'Algérie n'ont jamais posé de problème politique, quand bien même ils ont parfois été secrètement incités à le faire, en particulier par des étrangers. A cela, il y a au moins deux raisons objectives et irréfutables. La première est que les Algériens sont ethniquement des Amazighs comme leurs compatriotes les Touareg, n'en déplaise à certains sectaires bornés. S'il existe des différences entre les Algériens du nord et ceux du sud, elles ne sont pas de fond car elles ne sont ni ethniques, ni culturelles, ni linguistiques.

La seconde explication est que les Algériens n'ont jamais discriminé leurs compatriotes Touareg ou exercé sur eux quelque violence que ce soit.

Les Touareg d'Algérie sont des Algériens ; ils jouissent comme tous les autres Algériens des mêmes droits civils, civiques et politiques. On ne peut pas en dire autant des Touareg des autres pays africains. C'est pourquoi, il n'y a jamais eu, que je sache, ni avant l'indépendance ni depuis l'indépendance de l'Algérie, le moindre mouvement sécessionniste ou séparatiste touareg en Algérie.

Les quatre soulèvements touareg au Mali

Après la proclamation de l'indépendance du Mali intervenue en 1960, il y a eu pas moins de quatre violents soulèvements, entre 1963 et 2012. Tous les observateurs objectifs s'accordent à dire que ces soulèvements avaient presque tous pour causes : les humiliations que les autorités faisaient subir aux Touareg, les exactions commises sur cette population par les milices et par les soldats, les arrestations arbitraires et les exécutions sommaires, une politique discriminatoire qui se traduit par l'exclusion systématique des personnes d'origine touareg, de toutes les fonctions et responsabilités administratives, politiques et militaires. En somme, les Touareg du Mali ne sont même pas des citoyens du deuxième collège ; ils sont traités comme des moins que rien !

L'erreur à ne pas commettre, c'est de croire que l'instabilité chronique au Mali serait due à l'agitation des Touareg. Pour son malheur, le Mali a connu plusieurs dictateurs et coups d'Etat. Modibo Keita, qui n'était pas un modèle de démocrate, a été renversé en 1968 par le général Moussa Traoré qui fut chassé en 1991 par le général Amadou Toumani Touré (ATT) qui céda le pouvoir aux civils pour y revenir en 2002, habillé en civil et élu au suffrage universel.

L'ex-général, réélu président de la République, a été à son tour déposé par une junte commandée par le capitaine Sanogo, en mars 2012. Chassés avec perte et fracas du nord du Mali par les hommes du MNLA, quelques officiers et le capitaine Sanogo avaient

décidé de se débarrasser de leur président. Avec ce dernier coup d'Etat, les masques sont en effet tombés : il est désormais évident qu'il n'existe au Mali, ni Etat, ni administration, ni armée dignes de ce nom puisque quelques dizaines d'hommes armés, circulant en 4x4 ont mis en déroute, dans une sorte de «Blitzkrieg» des troupes dotées de blindés, d'hélicoptères et d'avions de combats.

Mais cette fois-là, les revendications des Touareg ne sont plus seulement socio-économiques, elles ont une connotation politique. On commence en effet à parler d'autonomie dans un cadre fédéral, voire d'indépendance. Le mot «Azawad» circule beaucoup. L'Algérie est, une fois encore, sollicitée pour une médiation. Celle-ci aboutit à un énième cessez-le-feu et à la signature, le 07-07-2006, d'un Accord d'Alger, qui est immédiatement contesté par certaines associations de la société civile malienne et au moins par un parti politique malien.